

L'INVITÉE DU DIMANCHE

MICHÈLE ALLIOT-MARIE, ex-ministre des Affaires étrangères

« Vous n'en avez pas fini avec moi »

Remplacée par Alain Juppé au Quai d'Orsay à la suite des révélations sur ses liens avec l'ex-régime tunisien, Michèle Alliot-Marie assure qu'elle n'a renoncé à rien.

Depuis votre démission du gouvernement, avez-vous tiré des leçons de cette affaire ?

MICHÈLE ALLIOT-MARIE. Ce n'était pas la première fois que j'étais confrontée à une polémique. Très franchement, si certains médias n'avaient pas harcelé mes parents au point de menacer leur santé, j'y aurais résisté. Ce que je retiens, c'est que face à une polémique de ce genre, il faut rester en France. A l'époque, je faisais adopter des sanctions internationales contre Laurent Gbagbo, je portais les propositions françaises aux dirigeants israéliens et palestiniens, je défendais nos intérêts devant Dilma Rousseff au Brésil, je rencontrais Hillary Clinton sur l'Afghanistan... A l'étranger, on se rend moins compte. Ensuite, c'est vrai, j'ai commis des maladresses de communication. Pour moi, cela concernait ma vie privée, il n'y avait pas d'argent public concerné, rien d'illégal. Je souhaitais préserver ma famille.

On vous a reproché des mensonges...

Je n'ai jamais menti, mais c'est vrai, me contenter de répondre a pu donner l'impression que je voulais cacher quelque chose, ce qui est faux. J'aurais dû anticiper les questions avant qu'elles ne me soient posées.

Sur vos vacances en Tunisie, vous ne regrettez rien ?

Ces vacances n'étaient pas ce qui était prévu au départ, mais j'assume. Il y avait un contexte familial et, pour moi, la famille c'est sacré. Voilà pour quoi je ne souhaite pas revenir sur le sujet.

J'ai fait neuf ans sans discontinuer dans les ministères régaliens. Souffrir un peu, ce n'est pas désagréable.

Avec Nicolas Sarkozy, vous vous êtes partés ?

Bien sûr ! Durant toute cette période, Nicolas Sarkozy m'a constamment et chaleureusement soutenue. Il sait ce que c'est pour avoir fait lui-même l'objet de nombreuses attaques injustes. Néanmoins, j'ai pris la décision de démissionner.

Vous n'avez pas eu de vide en quittant le gouvernement ?

Non. J'ai fait neuf ans sans discontinuer dans les ministères régaliens. Souffrir un peu, reprendre du temps

pour la famille, les amis, la réflexion ou la lecture, honnêtement ce n'est pas désagréable. J'ai commencé à écrire deux livres. Je me suis occupée du Chêne (NDLR : son club politique) qui a enregistré 2 000 adhésions en trois semaines.

Vous n'avez jamais été tentée de lâcher la politique ?

Si certains espéraient ne plus m'entendre, ils en seront pour leurs frais (*rites*). Et si la génétique dit vrai, vous avez vu mon père à 92 ans : vous n'en avez pas fini avec moi !

Comment réagissez-vous à l'affaire DSK ?

En tant qu'ancien garde des Sceaux, je ne commenterai pas une affaire en cours. Mais certains propos qui l'entourent sont révélateurs de choses préoccupantes. Quand on parle de « toussage de domestique », c'est indigne.

Je ne pense pas qu'il y ait plus de machisme en politique qu'à l'université ou dans les médias

Selon vous, cette affaire a-t-elle libéré la parole, donné le signal d'un grand déballage ?

Je ne crois pas, mais je pense qu'elle souligne une certaine dérive. Ce qui fait le buzz, ce sont des sujets qui n'ont rien à voir avec la politique. Mais crainme c'est qu'aux yeux du public, la politique se résume à cela et qu'on oublie les grands enjeux stratégiques pour notre pays et pour le monde.

Le renvoi du gouvernement de Georges Tron était-il justifié ?

Georges Tron a choisi de démissionner. Vous avez aujourd'hui une espèce de tourbillon médiatique qui crée une ambiance intenable. Cela comporte des risques. Il y a eu une jurisprudence (NDLR : jurisprudence Balladur) qui conduisait les ministres à démissionner quand ils étaient mis en examen. Cela posait déjà le problème de la présomption d'innocence. Mais Georges Tron n'est même pas mis en examen ! Nous devons revenir au sens de la responsabilité des uns et des autres, aux fondamentaux du contrat républicain.

On parle beaucoup de machisme dans la vie politique ces jours-ci. Avez-vous été victime de tels comportements ?

Non, je trouve stupide et même un peu dégradant d'en faire une généralité. Quand des femmes dans des situations d'infériorité, de fragilité sont harcelées, il faut le dénoncer. Mais je ne pense pas qu'il y ait plus de

Le Pen veut des enquêtes de moralité

Marine Le Pen, la présidente du Front national, observe

que, « lorsqu'un policier est nommé, il fait l'objet d'une enquête de moralité. La moindre des choses serait d'en faire autant avant de nommer un ministre : cela aurait évité le départ de cinq membres du gouvernement depuis le début du quinquennat ! »

Ciotti bien noté

Le député des Alpes-Maritimes,

Eric Ciotti, à la cote à l'Élysée. Il a été cité à plusieurs reprises par le chef de l'État en Conseil des ministres, notamment pour demander une mise en œuvre des propositions issues de son rapport sur l'exécution des peines. Selon des proches du président, Ciotti pourrait faire partie des parlementaires associés à la future campagne présidentielle.



ASSEMBLÉE NATIONALE (PARIS VIP), LE 8 JUIN. L'ancienne ministre des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, souhaite la réélection de Nicolas Sarkozy afin qu'il poursuive ses réformes.

(L'P/ALAIN AUBOIRIQUX)

machisme en politique qu'à l'université ou dans les médias. Il n'est pas impossible même que nous fassions peur aux hommes politiques.

Vous n'avez jamais été confrontée à un geste déplacé ?

Non. Peut-être parce qu'on savait que je réagissais. J'avais 10 ans quand un de mes oncles qui pratiquait des sports de combat m'a dit : « Si jamais

un garçon veut t'embrasser et que tu ne veux pas, je vais t'apprendre quelques prises de judo. » Il m'est arrivé de m'en servir. Cela calme les choses très vite (*rites*).

Chantal Jouanno, qui pratique le karaté, dit ne plus mettre de jupe pour venir à l'Assemblée...

Tout cela devient ridicule. J'ai tou-

jours mis jupes ou pantalons de façon indifférenciée et il n'y a jamais eu de problème. J'ai exercé des fonctions dans des milieux très masculins. Quand on veut se faire respecter, on se fait respecter.

Il faut une initiative de l'État à l'égard des classes moyennes, qui sont toujours les premières visées quand il s'agit de fiscalité

Vous vous intéressez beaucoup aux classes moyennes. Pourquoi ?

Les classes moyennes ont construit la démocratie et la réussite économique du pays. Elles partagent des valeurs, notamment celle du mérite, des aspirations à la promotion sociale, au respect. Aujourd'hui, elles ont l'impression que leur situation se dégrade. Il est essentiel d'analyser les raisons de leur inquiétude, voire de leur exaspération, et d'y remédier.

Comment renouer avec cette classe moyenne ?

Si nous voulons une France dynamique, il faut leur redonner l'envie d'entreprendre, de participer à la création d'un desin commun. Il faut mieux expliquer ce qui a été fait depuis quatre ans pour conforter leur situation. Il faut assurer le retour sur effort. Dans l'entreprise, la prime voulue par le président de la République rejoint l'idée gaulliste de la participation. Il faut une initiative de l'État à l'égard des classes moyennes, qui sont toujours les premières visées quand il s'agit de fiscalité. Il faut changer la technocratie toujours plus prégnante, ressentie comme méprisante des citoyens. En 2007, Nicolas Sarkozy apparaissait comme celui qui allait boussuler la technocratie. Les Français attendent qu'il aille plus loin.

Souhaitez-vous la réélection de Nicolas Sarkozy ?

Oui. Je souhaite que Nicolas Sarkozy soit candidat. Je veux, pour la France et pour les Français, qu'il soit réélu. Les réformes qu'il a initiées permettent à notre pays de résister à la crise, de valoriser ses atouts, de peser sur le plan international. Cela implique que son action se poursuive dans la durée.

Jean-Louis Bortolo

ne vous a pas approché ?

Si, Jean-Louis est venu me voir. Je l'aime beaucoup, mais je lui ai dit la nécessité d'être unis. L'intérêt général implique que, dans certains cas, on renonce à sa légitime ambition.

PROPOS RECUEILLIS PAR
DIDIER MICONE ET HENRI VERNET

EN BREF

SOMALIE

Le chef présumé d'Al-Qaïda en Afrique de l'est, le Comorien Fazul Abdullah Muhammad, un des acteurs clés des attentats antiaméricains de 1998 à Nairobi et Dar es Salaam, a été tué en début de semaine à Mogadiscio, à un barrage routier. La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a estimé que sa mort constituait un « coup significatif » contre Al-Qaïda.

LIBYE

Le régime de Kadhafi a repris l'offensive hier, malgré une nouvelle ten-

COULOIRS
Fillon en Côte d'Ivoire
Le 14 juillet

Le Premier ministre devrait effectuer une mini-tournée en Afrique, du 14 au 18 juillet, à la tête d'une délégation de chefs d'entreprise. Avec trois pays au menu de son déplacement : la Côte d'Ivoire, le Gabon et le Ghana. François Fillon a prévu de s'envoler pour le continent noir juste après le défilé militaire sur les Champs-Élysées.